



Mars 2025

Editorial

Malgré le soleil, c'était encore un mois difficile du point de vue qualité de l'air avec des niveaux de pollution hivernaux toujours importants. Nous sommes préoccupés par les analyses d'eau du robinet qui manquent de transparence : les analyses faites en février n'ont visiblement pas concerné les pesticides pour lesquels seule la limite légale a été donnée. Il ne faudrait pas que les nouvelles analyses d'éléments PFAS viennent en déduction des analyses de pesticides. Nous ne savons donc pas si les filtres ont été changés. Ceux-ci coûtent une fortune aux usagers sur leur facture d'eau. Leur changement périodique est essentiellement dû aux pesticides qu'il faut éliminer de l'eau naturelle. Dans la logique pollueur-payeur, une taxe sur les pesticides aurait du sens: paiement des conséquences de la pollution et renchérissement des produits pour limiter l'usage.



La loi agricole a été (très) partiellement censurée par le Conseil Constitutionnel. Nous avons trouvé dans la presse, des explications équilibrées sur les pour et les contre.

Pour les frelons asiatiques, il y a deux écoles: c'est maintenant ou plus tard près des ruches. Un lecteur spécialiste nous écrit.

... et ce mois –ci : la Rando des 3 châteaux avec 6 parcours adaptés à tous niveaux.

L'équipe de l'AIPPNE vous souhaite une agréable lecture.

En couverture : Elle est déjà au travail pour nous. Sera-t-elle assassinée par un néonicotinoïde ?



Contenu

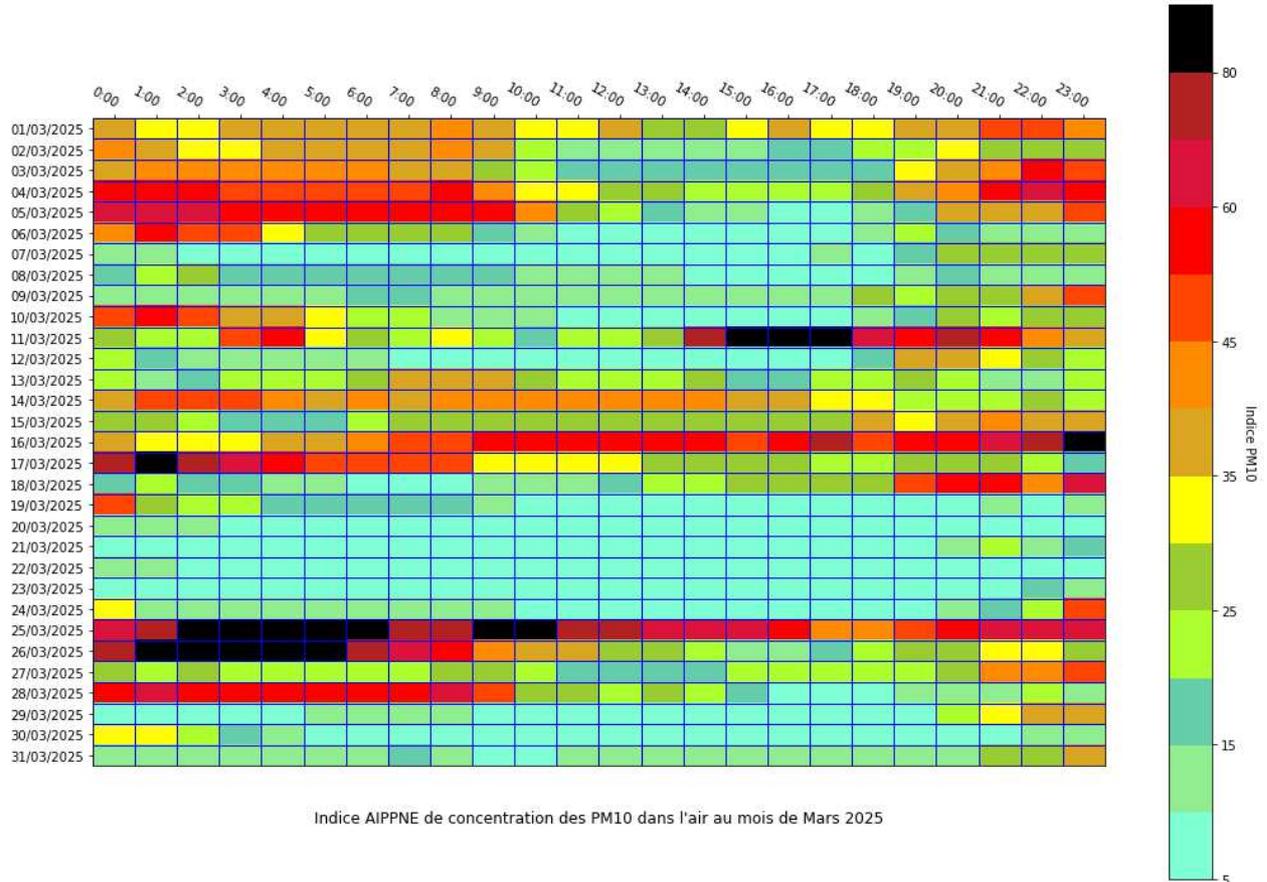
Editorial	1
L'air	2
Quel air est-il ?	3
Déchets et tri, où en est-on ?	4
L'eau	4
Notre suivi qualité de l'eau potable mensuel:	4
Le climat	6
Climat et énergie	7
La terre	8
La biodiversité	8
Les pesticides.....	8
Ca va peut-être aller mieux.....	8
Ca va beaucoup moins bien (malheureusement)	8
Néonicotinoïdes	10
Pesticides et Justice.....	10
Pesticides et santé :	10
Les bons plans	10
Bulletin d'adhésion.....	11

L'air



Quel air est-il ?

L'AIPPNE veille pendant que vous vivez votre vie et que vous dormez.



- Encore un mois avec beaucoup de rouge et du noir. Notre expérience depuis 2018 montre qu'il faut attendre fin Avril pour voir les niveaux baisser significativement. La moyenne sur le mois est de 25,32.
- Vous pouvez suivre à tout moment, en temps réel, la pollution de l'air aux particules fines du secteur à l'adresse internet : <http://aippne.free.fr/PM10.html> afin d'adapter vos activités à l'état de l'air. Vous n'avez que deux poumons quelque soit votre sexe, prenez en soin.



Déchets et tri, où en est-on ?

- [Textiles : consommation et pollution atteignent des sommets en Europe](#) / Extrait : Les Européens achètent et jettent toujours plus de vêtements, de chaussures et de textiles, constate un rapport (1) de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) publié ce mercredi 26 mars. Et, sans surprise, la pression exercée par cette industrie sur le climat et l'environnement est au plus haut (...). « *La combinaison de l'augmentation des achats en ligne, des influenceurs des médias sociaux et des coûts de production bon marché des textiles synthétiques a joué un rôle déterminant dans la croissance de la fast fashion* », déplore l'AEE. La collecte séparée progresse quelque peu (de 4,3 % en deux ans), mais **85 % du gisement sont encore jetés avec les ordures ménagères résiduelles.**

L'eau

Notre suivi qualité de l'eau potable mensuel:

- L'ARS a publié une nouvelle analyse complète 12/02/2025.

Extrait :

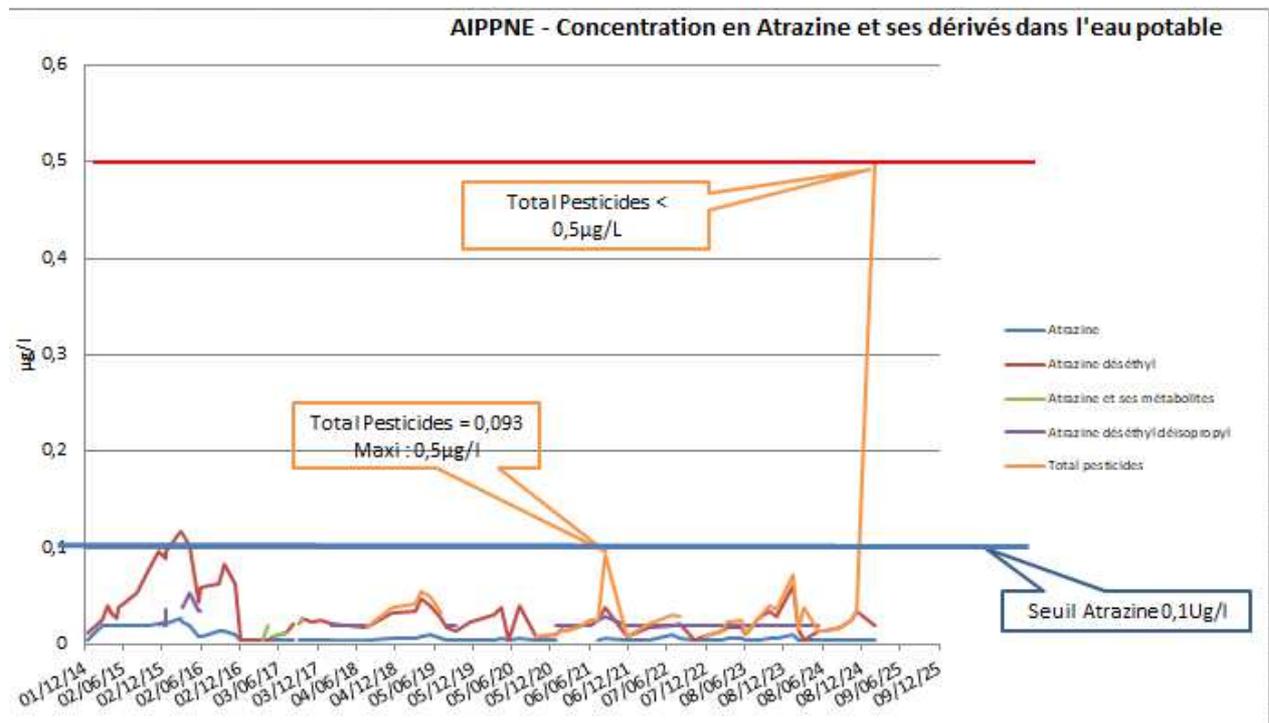
Thiofanox sulfone	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Thiofanox sulfoxyde	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Trietazine 2-hydroxy	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Trietazine desethyl	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Total des pesticides analysés	<0,500 µg/L	≤ 0,5 µg/L	
Bénalaxyl	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Bixafen	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Benfluraline	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Bentazone	<0,020 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Bromacil	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Benoxacor	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	
Butraline	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L	

On constate à la ligne "Total des pesticides analysés " une indication : inférieur à la limite légale de 0,5µg/L sans plus de précision alors que dans les analyses précédentes, un chiffre précis (beaucoup plus bas était indiqué comme par exemple lors de l'édition du 15/11/2024:



Thiofanox sulfone	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L
Thiofanox sulfoxyde	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L
Trietazine 2-hydroxy	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L
Trietazine desethyl	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L
Total des pesticides analysés	0,034 µg/L	≤ 0,5 µg/L
Bénalaxyl	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L
Benfluraline	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L
Bentazone	<0,020 µg/L	≤ 0,1 µg/L
Bromacil	<0,005 µg/L	≤ 0,1 µg/L

On peut alors légitimement se poser des questions: les analyses ont-elles été réellement faites, avec quelle précision ? Est-ce qu'on roge dans les budgets ? Les filtres ont-ils été changés ? Si oui, on devrait avoir un chiffre égal à la limite du processus d'analyse, c'est-à-dire de l'ordre de 10 à 100 fois plus faible. Voici donc notre courbe d'après les chiffres donnés. Nous espérons que la réalité est tout autre.



- Eau potable : selon le HCSP (Haut Conseil de la Santé Publique) , les dérogations aux seuils de pesticides ne sont pas une option / Extrait : Cet avis du Haut Conseil découle d'une saisine de la Direction générale de la santé (DGS) en janvier 2024 pour trouver des solutions face à la contamination aux pesticides dans l'eau potable. (...) La situation sur le terrain est préoccupante. Le dernier bilan national de la qualité des



eaux distribuées montre qu'en 2023, 25 % de la population a été alimentée avec une eau qui n'était pas en permanence conforme aux limites de qualité. (voir ministère de la Santé : [bilan_qualite_pesticides_2023_v2.pdf](#))

- [Protection des captages d'eau potable : la feuille de route dévoilée](#) / Extrait : Après plus de deux ans d'attente, le coup d'envoi de la définition de ce que sont les captages d'eau potable sensibles est enfin donné (...) *Pour le chlorothalonil R471811, 40 départements situés majoritairement dans la moitié nord de la France présentent des concentrations supérieures au seuil de 0,9 µg/l (...). Entre 1980 et 2019, 4 300 captages ont dû être fermés... Et pour 41 % d'entre eux, la teneur excessive en nitrates et en pesticides en était la cause.*

- [Compétences eau et assainissement : clap de fin pour le transfert obligatoire](#) / Extrait : La loi NOTRE prévoyait de rendre obligatoire le transfert des compétences eau et assainissement des communes vers les communautés de communes et les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2020. Finalement, la loi devrait redonner le choix aux communes de garder les compétences eau et assainissement [au moins pour celles qui n'ont pas encore sauté le pas].

Le climat

Le gouvernement dévoile son plan pour s'adapter au changement climatique. Science et avenir donne la parole à la ministre :

https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/une-cinquantaine-de-mesures-pour-tenter-d-adapter-la-france-a-un-rechauffement-de-4-c_184518?utm_source=firefox-newtab-fr-fr

- [Planification écologique : comment le Gouvernement entend faire rimer écologie avec économie\(s\)](#) / Extrait : L'« écologie à la française » doit permettre de décarboner l'économie, tout en augmentant la souveraineté du pays et en réindustrialisant. Elle mise sur les véhicules électriques, les engrais ou encore le plastique...*La France ne tient pas ses objectifs de recyclage des emballages plastique et paye 1,5 Md€/an à l'UE* », souligne le SGPE (Secrétariat Général à la Planification Economique).

- [Émissions de carbone : les efforts français se tassent](#) / Extrait : *Les dernières estimations du Citepa sur les émissions de gaz à effet de serre de la France confirment un ralentissement de leur baisse. Le bât blesse particulièrement dans le secteur des transports.*



- [Loi de simplification de la vie économique : les dispositions qui facilitent les implantations industrielles](#) / [examen en commission spéciale] Extrait : Assouplissement du ZAN et de la compensation écologique, suppression des évaluations environnementales, entorses à la loi Littoral... Les députés veulent à tout prix faciliter les implantations industrielles. Examiné jusqu'au 1^{er} avril en commission, le projet de loi sera ensuite discuté dans l'Hémicycle du 8 au 11 avril.

CLIMAT ET ENERGIE

- [Biométhane : un rapport de la Cour des comptes au vitriol](#) / Extrait : La Cour des comptes « s'interroge sur l'efficacité des soutiens financiers apportés au développement de la [méthanisation agricole] au regard des coûts de production de cette énergie » (...) Elle pointe du doigt également les tensions à venir sur les ressources et s'interroge sur la [disponibilité de la biomasse](#) (matières et déchets organiques) à l'horizon 2030.

- [Grandes installations de combustion : de nouvelles prescriptions prennent en compte les MTD](#) / Extrait : Ce texte modifie l' [arrêté du 3 août 2018](#) relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 mégawatts (MWh) soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 (1) de la nomenclature des installations classées (ICPE), c'est-à-dire relevant de la directive sur les émissions industrielles (IED). L'arrêté met en œuvre les [conclusions sur les meilleures techniques disponibles](#) (MTD) pour les grandes installations de combustion publiées par la Commission européenne via une [décision d'exécution du 30 novembre 2021](#).

- [Géobiologie \(2/3\) : des pratiques ésotériques soutenues par les autorités locales](#) / Extrait : La [géobiologie](#) avance que la localisation de certaines éoliennes peut perturber la santé des humains ou des animaux et propose des solutions « curatives » (jamais scientifiquement prouvées) et lucratives. Le tout grâce à un soutien public plus ou moins appuyé (...). Contactée par l'AFP (2) en octobre dernier, la préfecture de Loire-Atlantique a même confirmé l'existence d'un « protocole » obligeant les porteurs de projet à procéder à un diagnostic géobiologique, bien qu'elle reconnaisse qu'il ne soit pas imposé par arrêté préfectoral.



La terre

La biodiversité

Un lecteur a réagi à notre lettre de Mars qui appelait à piéger les frelons dès le printemps.

"Bonsoir,

Je me permet de réagir, sur les recommandations de piégeage précoce des fondatrices de frelon à pattes jaunes. Cette approche ne permet pas de faire diminuer localement les populations et piège des insectes non cible.

Seule la protection des ruchers par des dispositifs de type grille et le piégeage autour du rucher en été est pertinent.

Il est frustrant de ne pas agir, mais le piégeage est contre productif.

Voir les recommandations de l'opie.

<https://www.insectes.org/content/36-le-frelon-asiatique>"

Si vous avez des abeilles dans votre jardin, une ruche n'est pas loin. Pour notre part, nous avons pu constater que le piège proposé avec son appât était assez sélectif. Différez donc à l'été.

Les pesticides

CA VA PEUT-ETRE ALLER MIEUX

Peut-être pas : que des mauvaises nouvelles ce mois-ci. L'écologie sert de bouc émissaire.

CA VA BEAUCOUP MOINS BIEN (MALHEUREUSEMENT)

- [Pesticides : l'ensemble des substances ont des effets néfastes sur la biodiversité](#) / Extrait : *Tous les insecticides, fongicides et herbicides ont des effets délétères à grande échelle sur tous les groupes d'organismes non-cibles identifiés, résumant les chercheurs (...). Les chercheurs invitent ainsi les pouvoirs publics à non seulement réduire l'utilisation des pesticides mais également à instaurer des évaluations après-autorisation sur leurs effets envers la biodiversité. « Le faible coût économique des pesticides (...) rend l'adoption de pratiques agricoles plus durables moins attractives financièrement pour les agriculteurs, leur préférant l'usage de pesticides de manière préventive. [Mais il] ne compense pas leurs coûts cachés pour la vie sauvage et les écosystèmes. »*

Alors que toute la presse titre sur la loi agricole censurée par le Conseil Constitutionnel, *La Montagne* est le journal qui analyse le mieux les gains de chaque camp, mais les écologistes ne font que limiter les dégâts.



https://www.lamontagne.fr/paris-75000/economie/souverainete-alimentaire-normes-voici-les-articles-de-la-loi-agricole-censures-par-le-conseil-constitutionnel_14658404/

Le Figaro titre sur les gains des agriculteurs

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/loi-agricole-les-fondamentaux-du-texte-preserves-malgre-la-censure-du-conseil-constitutionnel-20250321>

Et Libération sur la partie censurée

https://www.liberation.fr/environnement/agriculture/le-conseil-constitutionnel-censure-en-partie-la-loi-dorientation-agricole-20250321_OCVLZ65RZVBJDE4RW2KS435TNM/

Ainsi que France24

https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/agriculture/loi-d-orientation-agricole-le-conseil-constitutionnel-censure-plusieurs-articles-cles_7143078.html

La FNSEA se réjouit d'avoir gagné la bataille sémantique en imposant les mots de *souveraineté* et même de *solidaire*

<https://information.tv5monde.com/economie/de-leau-des-pesticides-de-laction-la-fnsea-loffensive-lors-de-son-congres-2767924>

- [Agriculture : la loi de souveraineté est publiée](#) / Extrait : la loi prévoit plusieurs [mesures de simplification](#). Elle modifie le [régime des sanctions](#) pour atteinte à la biodiversité, notamment en cas de non-intentionnalité (amende administrative). Des stages de sensibilisation seront proposés aux récidivistes. En revanche, le Conseil constitutionnel a censuré les présomptions de non-intentionnalité et de bonne foi que prévoyait le texte. (...) La loi harmonise les règles applicables [aux haies](#) en créant une déclaration unique pour les projets de destruction. Elle accélère les procédures en levant un niveau de juridiction en cas de contentieux pour les retenues d'eau et les installations d'élevage.

- [Anses : des administrateurs s'inquiètent d'une mise sous tutelle](#) / Extrait : *Cette proposition de loi conduirait à placer sous tutelle de l'État les décisions dont l'Anses assume la responsabilité en matière d'évaluation et d'autorisation des produits phytopharmaceutiques, et instaurerait un droit de regard de l'État sur celles-ci (...). Ce conseil d'orientation serait composé de représentants de l'État, mais aussi d'organisations représentatives de la production agricole et de l'industrie phytopharmaceutique ce qui « conduirait à placer l'évaluation scientifique sous influence et donnerait libre cours à des conflits d'intérêts.*

- [La chasse aux opérateurs de l'État est ouverte](#) / **[A quand la Doge en France ?]** / Extrait : Tandis que le Sénat a lancé une commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État, la commission spéciale de l'Assemblée nationale, chargée depuis lundi 24 mars d'examiner le projet de loi de simplification de la vie économique, a commencé à sabrer parmi ces instances. Les Députés ont ainsi adopté des amendements LR qui suppriment les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (Ceser) (...). Parmi les instances supprimées figurent la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement (CNDASPE), la Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs, l'instance de concertation du plan d'action national en vue de la réduction des émissions d'ammoniac et de protoxyde d'azote liées aux usages d'engrais azotés minéraux (Panea), ou encore l'Observatoire des



espaces naturels, agricoles et forestiers. [Sont] aussi en ligne de mire l'ADEME et la Commission Nationale du Débat Public.]

NEONICOTINOÏDES

Le gouvernement sous l'épée de Damoclès de la dissolution. Pour le Figaro : «*Ça peut faire péter le socle commun*» : l'Assemblée s'apprête à replonger dans le débat explosif sur les néonicotinoïdes

<https://www.lefigaro.fr/politique/ca-peut-faire-peter-le-socle-commun-l-assemblee-s-apprete-a-replonger-dans-le-debat-explosif-sur-les-neonicotinoïdes-20250326>

et pour le Monde : https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/03/24/assemblee-l-ordre-du-jour-chamboule-par-l-examen-d-une-proposition-de-loi-sur-la-reintroduction-de-pesticides-neonicotinoïdes_6585562_823448.html

Le budget 2025 ne suffit pas ; qui met la pression sur le gouvernement et profite de la crise institutionnelle ? France 24 a bien une idée :

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250327-de-l-eau-des-pesticides-de-l-action-la-fnsea-%C3%A0-l-offensive-lors-de-son-congr%C3%A8s>

PESTICIDES ET JUSTICE

Ils veulent une commission parlementaire européenne

<https://www.ouest-france.fr/environnement/pesticides/ils-veulent-une-enquete-parlementaire-sur-l-utilisation-de-pesticides-dans-les-stocks-de-cereales-92f7c4dc-0983-11f0-8a07-c6476d4a0ef7>

PESTICIDES ET SANTE :

Nos enfants ne sont pas indemnes:

https://www.francetvinfo.fr/environnement/transition-ecologique-de-l-agriculture/pesticides/pesticides-des-produits-cancerigenes-interdits-retrouves-dans-l-organisme-d-enfants-testes-pres-de-la-rochelle_7153515.html

Les bons plans



Le dimanche 27 avril, préparez-vous à (re)découvrir les joyaux du patrimoine de la Seine-et-Marne à travers cette randonnée emblématique !

La Rando des Trois Châteaux 2025

Que vous soyez un marcheur aguerri ou un amoureux des belles balades en famille, et/ou entre amis!

Il y en a pour tous les goûts avec **6 parcours adaptés à tous** pour une journée conviviale en pleine nature.

Bulletin d'adhésion

AGISSEZ POUR LA PROTECTION DE VOTRE ENVIRONNEMENT

ADHÉSION ANNUELLE :

- 10€. Je choisis l'adhésion simple
- 15€. Je choisis l'adhésion famille
- €. Je fais un don à l'AIPPNE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Code Postal : Ville :



AIPPNE

Association Intercommunale pour la Protection du
Patrimoine, de la Nature et de l'Environnement

Association loi 1901 fondée le 21/02 1973 – no 0073; W772001209

Mail :

Date :

Signature :

A déposer sous pli fermé dans les mairies de Maincy ou de Vaux le Pénil